

MOTION D'ACTUALITE SUR LA SITUATION AU BRÉSIL

Garantir des élections libres et justes au Brésil

La lutte contre la corruption est nécessaire pour garantir aux citoyens le fonctionnement juste et équitable de l'Etat. Ceci est vrai au Brésil, comme dans tous les pays démocratiques. A fortiori, en ces temps de montée généralisée du populisme et de la démagogie.

Mais en même temps, la lutte contre la corruption ne doit pas servir de prétexte pour ne pas respecter les règles de base de la démocratie, et en particulier le principe de présomption d'innocence et la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire.

De très nombreux observateurs et juristes internationaux constatent que nous assistons, au Brésil et depuis de nombreux mois, à une véritable campagne de déstabilisation et de persécution vis-à-vis du Président Lula, en accusant celui-ci de détournement de biens publics et d'enrichissement personnel.

Le Président Lula a été arrêté et emprisonné le 7 avril dernier, suite à une décision de justice que de nombreux juristes brésiliens et internationaux contestent. Ils l'estiment en effet contraire à la Constitution du pays qui prévoit la suspension de la procédure d'arrestation tant que les recours en justice sont en cours.

Cette immixtion de la justice interfère dangereusement dans la campagne politique qui doit aboutir aux élections présidentielles d'octobre prochain, élections pour lesquelles tous les sondages coïncident depuis de nombreux mois pour désigner Lula comme le grand favori.

Rappelons aussi que la Présidente Dilma Rousseff a été elle-même confrontée en 2016 à une procédure d'« impeachment » (destitution) qui a porté au pouvoir, sans nouvelle élection, son ancien Vice-Président. Depuis lors, le Président Temer mène une politique profondément conservatrice et de droite, politique qui vise à démanteler les grandes avancées sociales réalisées par les gouvernements Lula, qui ont permis à des millions de Brésiliens de sortir de la pauvreté et qui ont constitué un exemple et un espoir pour le reste de l'Amérique Latine.

La démocratie brésilienne est en danger. La violence politique resurgit. La caravane avec laquelle Lula parcourait le pays pour défendre son droit à être candidat a été attaquée. L'activiste sociale et conseillère à Rio de Janeiro, Marielle Franco, a été assassinée.

Le principe de la présomption d'innocence est bafoué. Pour des pans entiers de la société brésilienne, mécontents des avancées sociales de leur pays, Lula est considéré coupable tant qu'il n'aura pas démontré son innocence. Le chaîne de télévision Globo a pris fait et cause contre Lula et a engagé toute sa force médiatique dans la bataille. Plus dangereux encore, l'armée s'est exprimée pour la condamnation de Lula, réveillant le souvenir de sinistres bruits de bottes du coup d'Etat de 1964 et des 21 années de dictature militaire qui s'ensuivirent.

La FGTB, ensemble avec de très nombreuses voix, tant brésiliennes qu'internationales, exige le respect des règles démocratiques qui assurent un processus électoral juste et libre et réclame la libération du candidat Lula pour que celui-ci puisse y prendre part.